

Clermont ► Le PS et le PRG en campagne

Santé : la gauche promet un service plus équitable

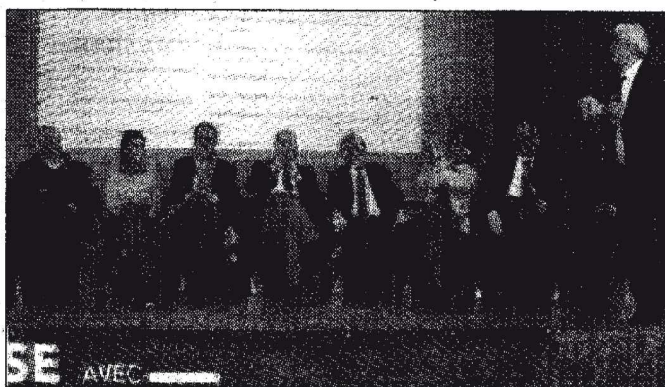
Jean-Marie Le Guen, député socialiste et spécialiste des questions de santé, était l'invité d'un débat animé par les élus de gauche, vendredi.

Il y avait plus de 400 personnes, vendredi 3 février dans la salle André Pommery, à être venus assister au premier meeting départemental organisé par le Parti socialiste de l'Oise pour soutenir la candidature de François Hollande à l'élection présidentielle.

La thématique de cette soirée de débat public portait sur la santé publique, question particulièrement d'actualité dans le Clermontois. Élus et professionnels de santé étaient réunis autour d'une table ronde qui a duré près de deux heures sous la direction de Lionel Olivier, le maire de Clermont.

Les professionnels de santé du Clermontois présents ont dressé un constat bien sombre de la situation du milieu de la santé dans notre circonscription. Aurélie Delobel, interne en dernière année, future médecin généraliste dans l'Oise, a confié son souhait de rester dans le département en tant que «médecin de famille» : «ça peut paraître désuet pour certains, mais j'ai envie de tisser des liens avec mes patients». Les propos de la jeune femme seront vivement applaudis par l'assemblée et Yves Rome, le président du conseil général émettra le souhait de voir «plus d'Aurélie Delobel venir s'installer dans notre département dans les années à venir».

Pour Fanny Schotter, sage-femme, cadre de la santé à la maternité de Clermont de-



A la salle Pommery, vendredi 3 février.

puis seize ans, «les hôpitaux de proximité en Picardie sont particulièrement touchés» avec la «disparition des services maternités des hôpitaux de Méru, Doulan, Montdidier, Noyon». Fanny Schotter s'inquiète de «la gestion des hôpitaux comme des entreprises» dont découle «une grande souffrance pour les personnels soignants» ; «et faire des usines à bébés ce n'est pas la solution!». Elle ajoute que «la qualité de notre système de santé se détériore de jour en jour».

«Déresse sociale»

Yves Rome, le président du Conseil régional, a déploré «la détresse sociale rencontrée par les citoyens en souffrance quand il n'y a plus assez de services publics et de services libéraux pour les soigner... alors ils font appel au 18, à nos sapeurs-pompiers, et le gouvernement renvoie la responsabilité aux collectivités territoriales».

Selon le sénateur, «François Hollande a pris des décisions frappées du bon sens» à la vue «du niveau de précarité sanitai-

re constaté dans le département et en France».

«Renouer avec l'excellence»

Jean-Marie Le Guen, député du 13^e arrondissement de Paris était l'invité d'honneur de cette soirée. Il avait quelques heures auparavant effectué une visite du centre hospitalier général de Clermont. Le député, chirurgien, spécialisé dans l'économie de la santé a clôturé la soirée en présentant les propositions de François Hollande en matière de santé : «Elles visent à renouer avec l'excellence de notre système et à renforcer l'hôpital public!». François Hollande a défini dans son programme trois axes prioritaires que Jean-Marie Le Guen a développés devant les professionnels de santé et militants présents : «Renforcer le système de santé par un accès aux soins plus proche, plus juste plus solidaire, plus équitable, en favorisant les soins de proximité accessibles à tous par la création de pôles de santé

en proximité regroupant différents professionnels, en luttant contre les déserts médicaux et l'inégale répartition des médecins sur le territoire national par l'incitation financière des jeunes professionnels de santé à s'installer dans les zones défavorisées et sous médicalisées. Redonner à l'hôpital sa dimension de service public : depuis dix ans l'hôpital tend à fonctionner comme une entreprise en concurrence avec les cliniques privées : recherche du profit, rentabilité, contraction des effectifs, abandon des missions de service public, François Hollande souhaite renforcer l'hôpital public : en réformant la tarification des actes pratiqués à l'hôpital permettant d'arrêter la course à la rentabilité et d'assurer ses vraies missions de service public».

Étaient notamment présents : Clarisse Kingué, chef du service maternité de Clermont, Éric Charpentier, chef du service des urgences de l'hôpital de Clermont, Christian Walrand, administrateur d'une mutuelle, Yves Rome, sénateur et président du Conseil général, président du comité de soutien départemental à François Hollande, Béatrice Lejeune, première secrétaire fédérale, Michel Françaix, député-maire de Chambly, Claude Gewerc, président du Conseil régional de Picardie et du conseil de surveillance du centre hospitalier général de Clermont, Laurence Rossignol, sénatrice et secrétaire nationale du parti socialiste, Fabrice Dalongeville, président du Parti radical de gauche de l'Oise, André Vantomme, premier vice-président du Conseil général et du conseil de surveillance du CHI Clermont, Sylvie Houssin, vice-présidente du CHI de Clermont.